

Le patrimoine partagé d'Emmanuel Macron - Un projet de restitution d'art africain

Le 18 décembre 2017, Mnyaka Sururu Mboro et Christian Kopp, membres de l'association allemande « Berlin Postkolonial » ont rédigé une lettre ouverte¹ à la chancelière allemande Angela Merkel dans laquelle il est écrit : « Nous saluons l'action du gouvernement français qui souhaite proposer d'ici à cinq ans une coopération avec les pays africains concernés par des « restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain ». Nous apprécions également l'annonce d'Emmanuel Macron de restituer à l'Algérie les ossements humains qui ont été acquis de manière illégale pendant la colonisation. » Les signataires de cette lettre demandent à la chancelière « de se positionner sur l'initiative historique du président français pour le début de l'Année Européenne du Patrimoine Culturel 2018, placée sous le titre « Sharing Heritage » ».

Le thème de la « restitution d'ossements humains » et celui de la « restitution du patrimoine africain » dont il est question dans cette lettre font référence à deux discours d'Emmanuel Macron : l'un au Burkina Faso, le 28 novembre 2017 et l'autre en Algérie, le 6 décembre 2017. Lors de sa visite à Alger, Emmanuel Macron se dit prêt à rendre « les crânes des martyrs [Algériens] » conservés au Musée de l'Homme mais à la condition que le gouvernement algérien autorise les harkis à retourner en Algérie. C'est à l'université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou qu'il a annoncé, en près de 3 minutes seulement, sa volonté de réunir d'ici à 5 ans les conditions pour des restitutions du patrimoine africain en Afrique. Cette intervention, qui a fait couler beaucoup d'encre, ne représente pourtant qu'un court chapitre du discours² de 90 minutes du président français et il est intéressant de comprendre le sens du propos au cours duquel il a été prononcé.

Cette visite au Burkina Faso lors de laquelle il a également inauguré la centrale solaire de Zagtouli s'inscrit dans le cadre d'une tournée africaine qui s'est poursuivie en Côte d'Ivoire et au Ghana. Lors de ces visites, il a été accompagné du Conseil présidentiel pour l'Afrique, créé le 29 août 2017 qui d'après les mots du président lui-même, est chargé de lui restituer « ce qui se dit, ce qui se ressent,

ce qui se veut, ce qui est attendu, ce qui est nécessaire » et cela « sans filtre, sans intermédiaire, sans concession ». Le discours prononcé à Ouagadougou devant de jeunes étudiants avait pour but de proposer « une relation nouvelle, repensée à la bonne échelle, où l'Union Européenne saura parler et construire avec l'Union Africaine et avec l'Afrique toute entière. »

Emmanuel Macron marque dès les premières minutes sa volonté de rompre avec ses prédécesseurs : « Je ne suis pas venu ici vous dire quelle est la politique africaine de la France comme d'aucuns le prétendent. Parce qu'il n'y a plus de politique africaine de la France ! ». Il insiste ensuite longuement sur son appartenance à « une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé » et qui « ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle a à faire ». Il donne ensuite sa vision de l'Afrique qu'il qualifie « d'un continent pluriel, multiple, fort, et comme d'un continent où se joue une partie de notre avenir commun ». Il insiste sur l'importance du continent à l'international : « C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde (...). Si nous échouons à relever ces défis ensemble, alors l'Afrique tombera dans l'obscurité, c'est possible. Elle régressera, elle reculera. Mais avec elle l'Europe aura les mêmes difficultés, parce que s'ouvrira une longue période de migration, de misère, des routes de la nécessité et de la douleur plus encore qu'aujourd'hui ».

Le président propose d'« inventer une amitié pour agir » et c'est au nom de cette amitié qu'il énonce des « périls qui peuvent emporter, de manière irréversible, la stabilité de l'Afrique mais aussi avec elle de l'Europe. » : La traite des êtres humains en Libye, le terrorisme, les conflits politiques, l'obscurantisme et l'extrémisme religieux, une forte démographie³ et le changement climatique. Emmanuel Macron propose en réponse à ces « menaces » de développer la mobilité des étudiants (à condition qu'ils rentrent en Afrique à la fin de leurs études)⁴ ainsi que l'innovation et l'entrepreneuriat par des investissements dans le domaine du numérique, de l'agriculture, et dans des infrastructures de transport et de

Macrons geteiltes Kulturerbe

- zur Restitution afrikanischer Kunstwerke

Am 18. Dezember 2017 veröffentlichten Mnyaka Sururu Mboro und Christian Kopp, Mitglieder des Vereins *Berlin Postkolonial*¹, einen offenen Brief an Bundeskanzlerin Angela Merkel, in dem es heißt: *»Wir begrüßen, dass die französische Regierung innerhalb der nächsten fünf Jahre in Zusammenarbeit mit den betroffenen afrikanischen Ländern eine zeitweilige oder dauerhafte Rückgabe des afrikanischen Erbes ermöglichen will. Wir würdigen zudem Emmanuel Macrons Ankündigung, menschliche Gebeine, die einem kolonialen Unrechtskontext entstammen, nach Algerien zu restituieren.«* Die Unterzeichner ersuchten die Bundeskanzlerin ferner, sich *»zu Beginn des Europäischen Kulturerbejahres 2018, das unter dem programmatischen Titel Sharing Heritage steht, [...] zur historischen Initiative des französischen Präsidenten zu positionieren.«*

Die im offenen Brief genannten Ankündigungen Macrons zu den beiden Themen *Rückgabe von menschlichen Gebeinen und Restitution von afrikanischem Erbe* beziehen sich auf zwei Reden des Präsidenten: Die eine hielt er am 28. November 2017 in Burkina Faso, die andere am 6. Dezember 2017 in Algerien.

Während seines Besuches in Algier kündigte er an, die »Schädel der Märtyrer« zurückzugeben – jedoch nur unter der Bedingung, dass die *harkis* (algerische Soldaten, die aufseiten der französischen Armee im Algerienkrieg kämpften und dann aus ihrem Land fliehen mussten) wieder nach Algerien zurückkehren dürfen.

Vor Studenten der Joseph Ki-Zerbo-Universität von Ouagadougou äußerte Macron gegen Ende einer etwa 90-minütigen Rede² die Absicht, in den nächsten fünf Jahren die Bedingungen für Restitutionen nach Afrika zu schaffen. Dieser nur etwa dreiminütige Exkurs des französischen Präsidenten erfuhr eine solche Beachtung in den internationalen Medien, dass es von Interesse erscheint, dessen Hintergründe zu beleuchten.

Der Besuch Burkina Fasos, wo unter anderem die Einweihung eines Solarkraftwerks in Zagtouli anstand, war Bestandteil einer Tour durch Westafrika, die Macron auch nach Ghana und in die Elfenbeinküste führte. Be-

gleitet wurde der Präsident von den Mitgliedern des am 29. August 2017 gegründeten »Conseil présidentiel pour l’Afrique«, einem Beratungsgremium, das – nach seinen Worten – damit beauftragt ist, ihm zu vermitteln, *»was man sagt, was man empfindet, was man will, was man erwartet und was notwendig ist«* – und dies *»ohne Filter, ohne Zwischenträger und ohne Konzessionen.«* In besagter Rede präsentierte er seine Idee *»einer neuen Beziehung, neu gedacht auf einer angemessenen Ebene, über die die Europäische Union mit der Afrikanischen Union sowie ganz Afrika sprechen und die man gemeinsam konstruieren wird.«*

Die ersten Minuten nutzte Macron dazu, sich von seinen Vorgängern abzusetzen: *»Ich bin nicht hierher gekommen, um euch zu sagen, wie sich die Afrikapolitik Frankreichs gestaltet [...] Denn es gibt keine Afrikapolitik Frankreichs mehr!«* Er betonte in seiner Einführung, dass er zu *»einer Generation gehört, die Afrika nie als kolonisierten Kontinent kannte«*, und dass er *»Afrika nicht sagen wird, was es zu tun hat.«* Er bezeichnete Afrika als einen *»Kontinent der Vielfalt und Stärke«*, als einen Kontinent, *»auf dem sich ein Teil unserer gemeinsamen Zukunft abspielen wird.«* Sodann betonte Macron die internationale Bedeutung dieses Kontinents: *»Afrika wird ein Wendepunkt für die Welt sein. [...] Wenn es uns nicht gelingt, die Herausforderungen gemeinsam zu meistern, dann wird Afrika in Dunkelheit versinken; das ist möglich. Afrika könnte nach hinten fallen und sich rückwärts bewegen. Doch dann bekäme Europa die gleichen Schwierigkeiten, weil Migration, Armut, Not und Schmerz die Folge wären. Noch mehr als heute.«*

Der Präsident schlug deshalb in seiner Rede vor, *»eine Freundschaft im Handeln zu etablieren«*, und benannte *»Gefahren, die auf irreversible Weise die Stabilität Afrikas, aber auch Europas bedrohen«*: Sklavenhandel in Libyen, Terrorismus, politische Konflikte, Obskurantismus und religiöser Extremismus, starkes Bevölkerungswachstum³ und Klimawandel. Seine Mittel gegen diese »Bedrohungen«: Förderung der Mobilität von Studenten, die allerdings nach dem Studienabschluss Frankreich wieder verlassen sollen⁴, Digitalisierung, Investitionen in Unternehmen,

l'énergie afin d'« apporter les 450 millions d'emplois dont l'Afrique aura besoin d'ici 2050 ».

Emmanuel Macron termine son discours sur sa volonté de reconstruire un « imaginaire commun ». Il propose d'y travailler grâce à la culture (restitution de patrimoine africain, création d'une Saison des cultures africaines en France en 2020, soutien à la production cinématographique africaine), grâce au sport (dans le cadre des Jeux Olympiques de 2024) et grâce à la langue (renforcer la francophonie et faire du français la première langue du monde⁵).

C'est en tant que « remède » aux « conflits [et aux] traumatismes » qui enverraient l'Afrique et l'Europe que Macron a prononcé la résolution suivante : « je ne peux accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France. Il y a des explications historiques à cela mais il n'y a pas de justification valable, durable et inconditionnelle, le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités. Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique. » Il précise que ces restitutions seront accompagnées d'un partenariat scientifique et muséographique car « ce sont parfois des conservateurs africains qui ont organisé le trafic et ce sont parfois des conservateurs européens ou des collectionneurs qui ont sauvé ces œuvres d'art africaines pour l'Afrique en les soustrayant à des trafiquants africains ». Emmanuel Macron indique que ces partenariats s'accompagneront de la formation de conservateurs, d'engagement académiques et d'État à l'État afin de protéger ce patrimoine partagé⁶.

Le discours ne comporte pas plus de précisions sur ce projet. Aucun partenaire n'est cité concrètement et les objets qui seront concernés par ces restitutions ne sont pas clairement définis. Les questions des étudiants qui ont été posées après le discours du président Macron concernaient l'intervention de la France en Libye, la forte présence militaire française en Afrique de l'Ouest, le Franc CFA⁷, l'accessibilité aux archives concernant l'assassinat de Thomas Sankara et l'arrestation de François Compaoré, les problèmes d'électricité au Burkina Faso, la démographie, l'immigration, la formation professionnelle et les Maisons de la Jeunesse. Les demandes de restitutions n'ont pas été abordées lors de ces interventions.

Il est clair que la culture n'est pas le point principal de cette visite. Emmanuel Macron, qui se positionne en tant qu'« ami », liste dans son discours toute une série de problèmes dont l'Afrique serait victime et justifie l'intervention de la France par des objectifs de « maintien de la paix » et de « développement » ayant pour but de limiter l'immigration et d'inciter les Africains à rester en Afrique. C'est dans ce contexte que la culture est annoncée comme un « remède ». Le président français propose donc de partager le patrimoine africain en organisant d'ici à cinq ans les « conditions » de restitutions, dont il est à ce jour impossible de savoir si elles seront temporaires ou définitives. Ce projet doit être réalisé en coopération avec l'Afrique mais quelles sortes de relations peuvent être développées quand un président français suggère ce qu'il serait bon pour l'Afrique et comment devra fonctionner un musée ? Pourquoi les œuvres africaines auront-elles la possibilité d'être partagées alors qu'il sera toujours aussi difficile pour un Africain - très souvent soupçonné de vouloir rester en Europe - d'obtenir un visa pour visiter un musée européen ?

La politique culturelle d'Emmanuel Macron en terme de patrimoine africain n'est pas plus développée dans d'autres discours. L'association « Berlin Postkolonial » salue l'action du gouvernement français mais aucune information n'est disponible à ce sujet sur le site internet du gouvernement. Il est probable qu'il ne s'agisse à ce jour que d'une idée proposée par le Conseil présidentiel pour l'Afrique, créé très récemment dans le but d'informer le président sur les besoins du continent. Seul le compte personnel Tweeter d'Emmanuel Macron affichait le jour même de sa visite : « Aujourd'hui nous sommes orphelins d'un imaginaire commun : le patrimoine africain ne peut pas être prisonnier de musées européens ». Ce message semble s'adresser directement au Musée du Quai Branly qui conserve et expose près de 300.000 objets. Le 23 novembre 2017, soit quelques jours seulement après son voyage à Ouagadougou, le président Macron déclarait dans l'amphithéâtre de ce même musée : « Ce que l'on a présenté souvent comme les passions privées de Jacques Chirac sont devenues publiques, lorsqu'elles ont pris le visage d'un musée unique en son genre, riche de collections inouïes dont je voudrais qu'elles soient le trait d'union entre notre culture et les autres, parce que ce musée n'a à cet égard rien d'anecdotique, est celui qui porte aujourd'hui le nom de Jacques Chirac, traduit cette volonté qu'il a constamment eue à travers sa politique étrangère et

Landwirtschaft, Verkehrs- und Energieinfrastruktur, um »450 Millionen Arbeitsplätze, die Afrika bis 2050 brauchen wird, zu schaffen.«

Macron beendete seine Rede mit der Absichtsbekundung, erneut ein »gemeinsames Bewusstsein« (»imaginaire commun«) aufzubauen – mithilfe der Kultur, d. h. der Restitution afrikanischen Kulturerbes, der Förderung zeitgenössischer afrikanischer Kunst durch eine »Saison des Cultures Africaines« in Frankreich im Jahr 2020 und der weiteren Förderung afrikanischer Filmproduktionen, des Sports (im Rahmen der Olympiade 2024 in Paris) sowie der Sprache (Frankophonie fördern, die französische Sprache zur wichtigsten der Welt machen).⁵

Ein »Heilmittel« zur Behandlung »unserer Konflikte und manchmal auch Traumata« sei die Kultur: »Ich kann nicht akzeptieren, dass ein großer Teil des Kulturerbes mehrerer afrikanischer Länder in Frankreich ist. Es gibt historische Erklärungen dafür, aber es gibt keine echte, dauerhafte und unabänderbare Rechtfertigung, dass sich afrikanisches Kulturerbe nur in privaten Sammlungen und europäischen Museen befindet. Afrikanisches Kulturerbe soll in Paris zur Geltung gebracht werden, aber auch in Dakar, in Lagos und in Cotonou – das wird eine meiner Prioritäten sein. Ich will, dass in den nächsten fünf Jahren die Bedingungen für die temporäre oder endgültige Restitution von afrikanischem Kulturerbe nach Afrika geschaffen werden.« Diese Rückgaben seien wissenschaftlich und museologisch zu begleiten, denn »es waren manchmal die afrikanischen Kuratoren, die den illegalen Verkauf organisierten, und manchmal die europäischen Kuratoren oder die Sammler, welche die afrikanischen Kunstwerke für Afrika retteten, indem sie diese dem illegalen Markt entzogen.« Macron führte aus, dass parallel dazu eine Ausbildung von Kuratoren, die wissenschaftliche Zusammenarbeit sowie Vereinbarungen zwischen den beteiligten Staaten erfolgen müssten, um den Schutz des geteilten Kulturerbes zu gewährleisten.⁶

Präzisere Aussagen zu diesem Projekt waren in der Rede nicht enthalten. Macron benannte weder konkrete Partner noch gar Objekte, die von den Restititionen betroffen sein könnten. Die anschließenden Fragen der Studenten betrafen die Intervention Frankreichs in Libyen, die starke Präsenz des französischen Militärs in Westafrika, die dortige Währung (Franc CFA),⁷ den Zugang zu Archivmaterial in Bezug auf den Mord an Thomas Sankara, die Verhaftung von François Compaoré, die Probleme mit der Stromversorgung in Burkina Faso, die Bevölkerungsentwicklung, die Immigration, die Berufs-

ausbildung und die Jugendhäuser. Rückgabebeforderungen waren für die Studenten kein Thema.

Die Kultur war eindeutig *nicht* das Hauptanliegen dieses Besuches. Emmanuel Macron, der »als Freund« kam, zählte in seiner Rede eine Reihe von Problemen auf, die Afrika betreffen, und rechtfertigte die Intervention Frankreichs zur »Friedenssicherung« und »Entwicklung«, indem er als Erklärung angab, die Immigration nach Frankreich begrenzen und die Afrikaner zum Bleiben ermuntern zu müssen. Kultur wird in diesem Kontext zur »Medizin« gegen diese Probleme. Der französische Präsident schlägt vor, das afrikanische Kulturerbe zu teilen, indem innerhalb von fünf Jahren die »Konditionen« für dessen Restitution geschaffen werden, wobei er aber offen lässt, ob und welche Rückgaben »temporär« oder »endgültig« erfolgen sollen.

Das Projekt soll in Kooperation mit Afrika realisiert werden. Doch welche Beziehungen können sich entwickeln, wenn ein französischer Präsident suggeriert, was gut für Afrika ist und wie ein Museum dort zu funktionieren hat? Und warum das Angebot, nur die afrikanischen Werke zu teilen, während es für die Bürger afrikanischer Länder immer noch schwierig ist, ein Touristenvisum für den Besuch europäischer Museen zu erhalten? (Und die meist verdächtigt werden, in Europa bleiben zu wollen.) Auch in seinen weiteren Reden hat Emmanuel Macron seine Kulturpolitik im Hinblick auf das kulturelle Erbe Afrikas nicht detaillierter dargelegt.

Die Vereinigung »Berlin Postkolonial« hat diese Sätze als Aktion der »französischen Regierung« begrüßt, jedoch findet sich auf der Internetseite der Regierung nichts zu diesem Thema. Es handelt sich wohl derzeit lediglich um einen Vorschlag des eingangs erwähnten *Conseil présidentiel pour l'Afrique*. Nur eine persönliche Twitter-Nachricht von Emmanuel Macron meldete am Tag seines Besuches: »Heute sind wir Waisen eines gemeinsamen Bewusstseins: Das afrikanische Kulturerbe kann nicht in europäischen Museen eingesperrt sein.« Diese Nachricht scheint sich direkt an das Musée du quai Branly gerichtet zu haben, das derzeit etwa 300.000 außereuropäische Objekte bewahrt. Am 23. November 2017, nur wenige Tage vor seiner Afrikareise, hatte derselbe Präsident in einem Vortragsraum dieses Museums anlässlich einer Preisverleihungsfeier der Stiftung Chirac gesagt: »Das, was oft als private Leidenschaft von Jacques Chirac dargestellt wurde, ist nun öffentlich in Form dieses einzigartigen Museums, reich an unglaublichen Sammlungen. Und ich möchte, dass dieses Muse-

son action d'entretenir ce dialogue constant entre notre culture, notre histoire et ces altérités parce qu'elles n'ont vécu et ne se sont construites que dans ce dialogue permanent.⁸ » Et il ajoute : « C'est pour cette raison sans doute que le multilatéralisme était si cher à Jacques Chirac, car il est le visage, en matière diplomatique, de ce respect de l'autre et du désir de paix qui naissent de la connaissance de l'Autre. Et à ce titre, je peux dire avec beaucoup d'humilité que c'est bien dans ses pas que je tente d'inscrire mon action ».

Le discours d'Emmanuel Macron au Quai Branly et celui prononcé à quelques jours d'intervalle à l'Université Joseph Ki-Zerbo semblent proposer des définitions différentes de ce « patrimoine partagé ». À Paris, il dit vouloir s'inscrire sur les pas de Jacques Chirac dont il loue la diplomatie et le rôle du musée dans la construction d'un dialogue interculturel. À Ouagadougou, il se proclame d'une autre génération et ne souhaite plus voir les œuvres africaines « prisonnières » des musées européens. Qu'attend le président Macron du Musée du Quai Branly (et des autres musées) pour répondre à son projet de restitutions ? Quels objets feront partie de ces restitutions et qu'en est-il des collections privées ? Quelles institutions ou quels scientifiques africains ont été consultés ? Comment seront-ils impliqués dans ce projet ?

Texte *Audrey Peraldi*

NOTES

- 1 Cette lettre a été signée par différents réseaux, groupes, associations et initiatives qui luttent contre le racisme, le post-colonialisme et la discrimination, ainsi que diverses personnes privées.
- 2 Toutes les citations suivantes sont extraites du discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou sauf indications contraires.
- 3 Quand celle-ci empêche l'accès à l'éducation pour les jeunes filles et les femmes ainsi qu'à la santé pour tous.
- 4 Il précise : « Je vois trop souvent des jeunes africains qui viennent étudier ou en fait, demander un visa d'étudiant pour rester en France, ça n'est pas une bonne voie, ça n'est pas une bonne méthode, et la France, dans la durée, ne peut pas les accueillir. »
- 5 À Ouagadougou il annonce : « Le français, ce sera la première langue de l'Afrique et peut-être du monde. » Lors de son voyage à Pékin le 9 janvier 2018, il dit au président chinois Xi Jinping : « Je rêve que la première langue étrangère de vos petits-enfants soit le français ».
- 6 « Donc ces partenariats prendront aussi toutes les précautions pour qu'il y ait des conservateurs bien formés, pour qu'il y ait des engagements académiques et pour qu'il y ait des engagements d'État à l'État pour protéger ces œuvres d'art, c'est-à-dire votre histoire, votre patrimoine et, si vous m'y autorisez, le nôtre. »
- 7 À la question d'un étudiant de Koudougou sur le Franc CFA, Emmanuel Macron lui répond que chaque président africain souhaitant changer le nom de la monnaie ou sortir de la zone Franc est libre de le faire.
- 8 Cette longue phrase est tirée du discours du Président à la cérémonie de remise de prix de la fondation Chirac. Les incohérences grammaticales sont celles du discours et de la transcription officielle publiée sur le site de l'Élysée.

SOURCES

- elysee.fr : Discours du Président de la République Emmanuel Macron à l'université Ouaga I, professeur Ki-Zerbo, à Ouagadougou, le 28.11.2017. Transcription publiée le 29.11.2017.
- elysee.fr : Discours du Président de la République Emmanuel Macron à la cérémonie de remise de prix de la fondation Chirac, le 23.11.2017. Transcription publiée le 24.11.2017.
- elysee.fr : Conférence de presse du Président de la République au Grand Palais en Chine, le 12.1.2018. Transcription publiée le 12.1.2018.
- dz.ambafrance.org : Discours du Président de la République Emmanuel Macron à l'occasion de la réception donnée devant la Communauté française à Alger, le 6.12.2017. Vidéo publiée le 28/12/2017.
- gouvernement.fr : Les actions du gouvernement. 6.2.2018
- Twitter : @EmmanuelMacron
- Offener Brief von Berlin Postkolonial e.V. an die Bundeskanzlerin, Dr. Angela Merkel, vom 18.12.2017 : Restitution von Kulturschätzen und menschlichen Gebeinen aus Afrika.

um ein Bindeglied zwischen den Kulturen darstellt, [...] Es trägt heute den Namen von Jacques Chirac und ist Ausdruck seiner damaligen Außenpolitik: seines Bemühens um einen dauerhaften Dialog zwischen unserer Kultur, unserer Geschichte und derjenigen der anderen, weil man nur im permanenten Dialog miteinander leben und sich weiterentwickeln kann«. Und er fügte hinzu: »Wohl aus diesem Grund ist der Multilateralismus so wichtig für Jacques Chirac, denn im Bereich der Auslandsdiplomatie steht er für den Respekt vor anderen [...] Und so kann ich mit großer Demut sagen, dass ich mein Handeln in seinen Spuren zu verankern suche.«

Diese Rede Macron im Musée du quai Branly und diejenige, welche er nur wenige Tage später in der Universität Joseph Ki-Zerbo hielt, waren von unterschiedlichen Vorstellungen eines »geteilten Kulturerbes« geprägt. In Paris schien er auf den Spuren Chiracs zu wandeln und lobte dessen Beitrag zum interkulturellen Dialog durch die Realisierung eines Museums. In Ouagadougou gehörte er einer anderen Generation an und wünschte, dass die afrikanischen Werke nicht länger »Gefangene« in europäischen Museen sein mögen.

Was erwartet Präsident Macron nun tatsächlich vom Musée du quai Branly und den anderen Museen? Welche Objekte sollen »rückgeführt« werden, und was geschieht mit Privatsammlungen? Welche afrikanischen Wissenschaftler und Institutionen werden gegebenenfalls vorher mit einbezogen und um ihre Meinung gefragt?

Text Audrey Peraldi

ANMERKUNGEN

- 1 Unterschrieben wurde der Brief von verschiedenen Netzwerken, Arbeitskreisen, Gesellschaften und Initiativen, die sich gegen Rassismus, Postkolonialismus und Diskriminierung engagieren, sowie von einigen Privatpersonen.
- 2 Alle Zitate im folgenden Text sind der Rede Macron in Ouagadougou entnommen. Zitate aus anderen Quellen sind im Text benannt.
- 3 Soweit dieses den Zugang zur Bildung für Mädchen und Frauen sowie den Zugang aller zur Gesundheitsversorgung verhindert.
- 4 Nur wenige Sätze später heißt es dann: »Ich sehe zu oft junge Afrikaner, die zum Studieren kommen oder ein Studentenvisum beantragen, um in Frankreich zu bleiben; das ist nicht der richtige Weg, das ist keine gute Methode, und Frankreich kann sie auf Dauer nicht aufnehmen.«
- 5 Die entsprechende Passage der Rede lautete: »Französisch wird die erste Sprache Afrikas und vielleicht der Welt.« Am 9. Januar 2018 in Peking sagte Macron während einer Pressekonferenz zum chinesischen Präsidenten Xi Jinping: »Ich träume davon, dass die erste Fremdsprache eurer Enkelkinder Französisch sein wird.«
- 6 »Deshalb werden mit diesen Partnerschaften auch alle Vorsichtsmaßnahmen getroffen, um die Kuratoren gut auszubilden, um wissenschaftliche Zusammenarbeit zu fördern und durch ein Engagement von Staat zu Staat die Kunstwerke – sozusagen eure Geschichte, euer Kulturerbe und, wenn ihr mich dazu ermächtigt, unser Kulturerbe – zu schützen.«
- 7 Zur Frage eines Studenten zum Franc CFA antwortete Macron, dass es jedem afrikanischen Präsidenten freigestellt sei, den Namen der Währung zu ändern oder den Währungsverbund zu verlassen.